

mis sur pied un programme destiné à aider la Pologne et la Hongrie dans leurs efforts de réforme économique.

Ce programme comportait une aide alimentaire d'urgence de 12 millions de dollars, une assurance-crédit à l'exportation de 20 millions de dollars pour la Pologne, et une somme de 10 millions de dollars pour le développement économique. Des projets spécifiques ont été entrepris :

- soutien au Centre international de gestion de Budapest, qui dispense une formation novatrice et dont le nouveau doyen est canadien;
- programme de formation à l'intention des agriculteurs polonais dans le domaine de la gestion des cheptels et des exploitations agricoles;
- affectation en Hongrie et en Pologne de 41 bénévoles spécialistes des questions commerciales et industrielles;
- subvention à la School of Business Administration de l'Université York en vue de la formation de 40 cadres de niveau intermédiaire pour la Pologne et la Hongrie. Ces personnes effectueront un stage auprès de sociétés canadiennes;
- aide à l'établissement d'un centre de formation linguistique en anglais et en français, qui mettra également l'accent sur l'enseignement des principes de gouvernement démocratique et de respect des droits de l'homme.

En outre, des ministres canadiens responsables de porte feuilles importants se sont rendus en Europe de l'Est, des députés canadiens ont observé les élections qui ont eu lieu en Roumanie, Élections Canada a donné des conseils à la Tchécoslovaquie, des experts canadiens ont apporté leur aide à la Pologne en matière de privatisation, et mon ministère a organisé dans tout le Canada des séminaires sur l'investissement en Pologne.

Mais l'heure est venue d'étendre l'aide internationale à d'autres démocraties issues de la révolution de 1989. C'est d'ailleurs précisément dans ce but que se réuniront, dans les semaines à venir, les représentants des 24 pays qui ont coordonné le programme d'aide à la Hongrie et à la Pologne. Le Canada appuiera naturellement cette initiative et annoncera bientôt son propre programme d'aide élargi. Qui plus est, il participera comme membre à part entière à la Banque européenne de reconstruction et de développement. Cette banque, qui sera créée sous peu, fournira le capital indispensable au financement d'initiatives privées et contribuera à la mise en place d'une